

« TENDANCES DE L'ORIENT »

Nouvel échec dans la guerre états-unienne contre la Syrie

par Pierre Khalaf

PARTENAIRES | 23 JUILLET 2012

Nouvel échec dans la guerre états-unienne contre la Syrie

Par Ghaleb Kandil

L'épreuve de force à laquelle se sont livrés les États-Unis et le camp occidental au Conseil de sécurité des Nations unies a montré que les équilibres mondiaux, qui se frayent un chemin sur les décombres de l'unilatéralisme US, sont irréversibles. Ces nouveaux rapports de force sont l'évolution logique des événements depuis l'effondrement de l'Union soviétique et le résultat de la résistance des peuples et des États proche-orientaux face aux guerres menées par « l'empire américain », qui se sont toutes terminées par des fiascos.

Les efforts états-uniens pour tenter de ressusciter le monde unilatéral se sont articulés autour du complot visant à détruire la Syrie, alors que la Russie, la Chine et les pays des Brics ont misé sur la force de ce pays et le soutien populaire dont jouit son régime pour accélérer les changements sur la scène internationale.

Ce qui s'est passé en Syrie ces derniers jours constitue l'épisode le plus grave et le plus dangereux du plan visant à détruire ce pays. L'attentat qui a coûté la vie à quatre hauts responsables syriens s'inscrivait dans le cadre d'un vaste plan intégré destiné à provoquer l'effondrement de pans entiers du régime, notamment au sein de l'armée, des services de renseignement et de sécurité et du

parti, et par conséquent, de saper le moral de la population et des larges franges de la société qui soutiennent encore le régime. L'enchaînement d'événements dramatiques espérés aurait créé un climat propice au Conseil de sécurité pour faire plier la Russie et la Chine et leur imposer le diktat de l'Occident, via une résolution basée sur le Chapitre VII de l'Onu.

Mais ce plan a échoué grâce à la solidité du leadership syrien qui a immédiatement nommé un nouveau ministre de la Défense (sunnite), est passé à la contre-attaque en ordonnant à l'armée, toujours soudée derrière son commandement (de l'aveu même des medias et des experts occidentaux), de nettoyer Damas et les autres régions des bandes terroristes armées qui se sont infiltrées. La reprise de l'initiative par le pouvoir syrien a coïncidé avec une fermeté et une intransigeance sans pareil de Moscou et Pékin au Conseil de sécurité, qui ont opposé un double veto pour bloquer une résolution occidentale non-équilibrée, qui devait paver la voie à une intervention militaire étrangère en Syrie sous le prétexte des armes chimiques incontrôlées, ce marronnier mille fois utilisé pour justifier des entreprises de recolonisation, comme ce fut le cas en Irak.

Le double veto s'est abattu sur la tête de l'« empire américain » comme un coup de massue, suivie par la prorogation de la mission des observateurs internationaux en Syrie, malgré les menaces verbales et les gesticulations des États-Unis qui s'étaient opposés au maintien de ce corps. Pour la troisième fois, Washington a reculé devant la Russie et la Chine, constatant son impuissance et son incapacité à imposer sa volonté. Au même moment où Washington était humilié au palais de verre, les Contras qui s'étaient infiltrés dans quelques quartiers de Damas, à grand renfort médiatique, étaient écrasés par l'armée syrienne.

Washington est déterminé à saboter le plan de Kofi Annan, qu'il a été contraint d'accepter sous la pression des nouveaux équilibres et rapports de force mondiaux. À peine la réunion du Conseil de sécurité terminée, les États-Unis ont convoqué les soi-disant amis de la Syrie, à qui a été confiée la mission d'armer, de financer et d'entraîner les groupes terroristes islamistes actifs en Syrie.

Washington cherche à repousser au maximum le moment où il sera obligé de reconnaître sa défaite face au président Bachar al-Assad. Il va donc huiler sa machine à tuer et la jeter dans l'arène, pour faucher des milliers de vies supplémentaires syriennes, dans l'espoir d'engranger de maigres dividendes qui amélioreraient ses positions politiques et diplomatiques.

Le fort avertissement lancé par le président Vladimir Poutine contre toute action en Syrie en dehors du Conseil de sécurité est un signal que la Russie, la Chine et les États des Brics se tiennent aux côtés de Damas. Dans le même temps, la Résistance, par la bouche de leader sayyed Hassan Nasrallah, a clairement annoncé que la Syrie ne se trouvera pas seule si elle est la cible d'une agression extérieure.

L'Occident sait très bien que toute attaque contre la Syrie fera face à une résistance farouche de la part de l'armée et du peuple syrien et qu'Israël en paiera le prix. C'est là que réside le secret des propos de la secrétaire d'État Clinton et du secrétaire général de l'Otan, qui ont mis en garde contre une catastrophe en cas d'escalade de la crise syrienne.

Déclarations et prises de positions

General Jean Kahwaji, commandant en chef de l'Armée libanaise
« Nous ne nous tairons plus face aux attaques verbales, morales ou face à celles provenant des médias. Les attaques dirigées contre l'armée sont motivées politiquement avant les élections. L'armée a longtemps gardé le silence dans le souci de ne pas être entraînée dans des débats inutiles, mais à cause des nombreuses incitations contre des officiers et des soldats, elle ne gardera plus le silence face aux attaques. Certaines parties ont malheureusement interprété le silence de l'armée comme de la faiblesse. La troupe tient à rester à l'écart des luttes internes parce qu'elle se concentre sur les développements régionaux graves et les craintes d'une attaque israélienne contre le Liban. Les développements, spécialement en Syrie, requièrent de la part de l'armée des efforts exceptionnels pour dépasser cette phase critique avec le moins de

dégâts possible parce que l'institution militaire a le devoir d'empêcher les retombées néfastes de ces événements sur le Liban. »

Sayyed Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah

« Il y a des désaccords au sein de la majorité. Le bon côté, c'est que cela prouve que nous sommes un gouvernement de coalition, contrairement à ce que prétendait le 14 Mars. Dès le premier jour, le 14 Mars a dit qu'il s'agissait du gouvernement du Hezbollah parce qu'il veut nous en faire assumer tout le poids. Nous sommes d'accord pour supporter tout le poids afin que le gouvernement reste en place, que le Liban demeure stable et que la politique de dissociation de la crise syrienne se poursuive, même si nous pouvons ne pas être d'accord avec cette politique. C'est donc un gouvernement de coalition dont les composantes peuvent s'entendre ou être en désaccord, l'essentiel étant que les divergences et les problèmes soient réglés par le dialogue et la discussion de proximité. Nous sommes engagés au Hezbollah à faire en sorte qu'aucun désaccord avec les autres composantes ou avec nos alliés n'apparaisse au grand jour. Nous ne répondons pas publiquement aux critiques d'un allié, nous dialoguons avec lui tant que nous sommes partenaires et alliés. C'est notre méthode. Avec tout ce qui se passe aujourd'hui, je veux confirmer notre relation stratégique, cordiale, amicale et sincère avec tous nos alliés et notamment avec le Courant patriotique libre (CPL). Au cours des deux dernières semaines, des choses ont été dites sur cette relation. Nous, au sein du Hezbollah, nous réaffirmons notre respect, notre appréciation et notre relation stratégique avec la personne du général Michel Aoun et avec les camarades au sein du CPL, ses cadres, ses membres et son public. Je certifie que cette alliance est stratégique et que ce que nous avons accompli ensemble pendant six ans, notamment dans les jours difficiles, ne saurait être brisé par un désaccord ou l'hypothèse d'un désaccord sur une question sociale ou politique. Mais dans le même temps, il faut savoir que le CPL n'est pas dépendant du Hezbollah et vice-versa. Le CPL a son entité propre, son style politique, sa présence. Nous espérons que les composantes de la majorité parviendront à dialoguer, à s'entendre et à empêcher que certaines

crises n'aillent trop loin, car cela n'est pas dans l'intérêt du Liban. Nous ne nous laisserons pas entraîner vers la discorde confessionnelle et les positions du général Michel Aoun pendant la guerre de juillet étaient basées sur des considérations morales et humaines. Nous ne nous laisserons pas détourner de la résistance et nos cadres travaillent jour et nuit pour défendre le Liban, sans se soucier des diffamateurs. Depuis la victoire de 2006, la résistance ne connaîtra plus jamais de défaite et nous lui réservons une grosse surprise s'il décidait de lancer une nouvelle attaque contre le Liban.

Les armes utilisées par la résistance au Liban et à Gaza ont été fabriquées en Syrie. Assef Chaoukat, Daoud Rajha et Hassan Turkémani sont des frères d'armes (...) Nous déplorons les attaques verbales de ceux qui mettent en doute le patriotisme et la neutralité de l'Armée libanaise. Les accusations lancées contre la troupe de partialité confessionnelle ou partisane constituent la plus grande menace qui pèse sur elle. Comme en Irak et en Syrie, certains veulent pousser le Liban vers le chaos. Je propose un pacte d'honneur entre les diverses composantes confessionnelles du pays, aux termes duquel tout individu, de n'importe quelle communauté, qui se permettrait de s'en prendre à d'autres groupes devrait être désavoué par sa propre communauté. »

Revue de presse

As Safir (Quotidien libanais proche de la majorité, 20 juillet 2012)

Imad Marmal

Le discours du secrétaire général du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah, à l'occasion de la 6ème commémoration de la guerre de juillet 2006, est un discours de loyauté à la Syrie, voire de discours syrien. Sayyed Nasrallah a voulu exprimer sa reconnaissance à la Syrie en évoquant son soutien à la Résistance, et en jetant la lumière pour la 1ère fois sur le rôle opérationnel du régime syrien dans le soutien aux résistances libanaise et palestinienne. Dans ce contexte, il qualifie de « dirigeants martyrs » et de « camarades d'armes » les victimes de l'attentat, qui a pris pour cible le bâtiment de la Sécurité nationale à Damas.

Ceux qui connaissent le climat qui règne au sein du Hezbollah affirment qu'il était prévu que Hassan Nasrallah prenne une telle position vis-à-vis du régime syrien. Pour le Hezbollah, la bataille en Syrie ne prend pas seulement pour cible le régime syrien, mais aussi le choix stratégique qu'il représente. Ce qui implique que le Hezbollah lui-même est dans le collimateur. Selon les milieux proches du Hezbollah, le parti distingue entre deux aspects de la crise syrienne. Le 1er est lié à la situation intérieure. Dans ce cadre, le chef du Hezbollah avait clairement exprimé son soutien aux revendications légitimes du peuple syrien et à son droit à la démocratie et aux réformes, dénonçant la violence et prônant le dialogue entre les différentes parties. Quant au 2ème aspect de la crise, il est lié au rôle et à la position de la Syrie dans le conflit avec Israël, lesquels sont visés par des acteurs externes. Dans ce cas, le Hezbollah ne peut pas rester neutre, car les choix de la Résistance tout comme l'axe de la Résistance sont en jeu. Il fait donc partie intégrante de la lutte pour la protection et la sauvegarde de la Syrie.

Les proches du Hezbollah font remarquer en outre que la position du parti de Dieu ne fait pas l'exception. Ils constatent que la Russie a campé davantage sur son intransigeance suite à l'intensification de la campagne contre la Syrie. Ce qui laisse prévoir, poursuivent-ils, que la ligne de front effective dépassera les territoires syriens pour atteindre Moscou et Pékin, passant par Téhéran et la Résistance. Ces derniers sont conscients que la question syrienne ne peut plus être réduite aux réformes. Il s'agit d'un règlement de comptes qui pourrait porter atteinte à leurs intérêts vitaux.

As Safir (19 juillet 2012)

Nabil Haitham

Un cadre du Courant patriotique libre (CPL) n'écarte pas la possibilité d'une réédition de l'expérience du « tsunami » de 2005 durant les prochaines élections législatives. Des responsables aounistes auraient affirmé que l'Intifada qui a accompagné le débat sur le dossier des journalistes de l'EDL s'inscrit dans le cadre d'une tactique mise au point par le CPL, en vue de limiter les dégâts et de mettre fin à l'hémorragie populaire sur la scène chrétienne. Elle

visé par conséquent à remédier à la torpeur dans laquelle le courant s'est trouvé durant les années dernières, compte tenu du fait que son expérience parlementaire et ministérielle n'a pas produit le choc positif escompté sur le plan chrétien, ainsi que du refus des armes du Hezbollah et des positions du CPL vis-à-vis de la crise syrienne. Dans cette optique, un processus global d'évaluation a été enclenché au sein du CPL, visant à tirer des leçons des expériences négatives et de s'en servir dans l'avenir.

Les tentatives du CPL de créer un environnement favorable à l'Armée libanaise, afin qu'elle soit perçue par la rue chrétienne comme étant la planche de salut et la solution aux problèmes, s'inscrivent également dans ce cadre.

La question qui se pose donc est la suivante : Michel Aoun serait-il capable d'entretenir la victoire populaire chrétienne qu'il a engrangée dernièrement jusqu'aux élections législatives de 2013 et comment ?

Selon un observateur, le dernier mouvement des aounistes est bien réfléchi, car ces derniers partent de l'hypothèse selon laquelle les élections législatives seront tenues inévitablement à la date prévue. Et de poursuivre que le CPL ne cèdera pas aux pressions de Nabih Berry et campera sur ses positions, même s'il sera accusé de vouloir s'attirer les grâces de la rue chrétienne aux dépens de ses alliances. Toutefois, Michel Aoun devra tôt ou tard rétablir les ponts avec le tandem chiite, pour la simple raison que ces deux alliés constituent, en particulier dans les circonscriptions de Baabda, Jbeil et Jezzine (9 députés pour le CPL), l'un des principaux éléments qui assureront sa victoire aux élections.

As Safir (18 juillet 2012)

Denise Atallah Haddad

L'Armée libanaise est dégoûtée par l'attitude des hommes politiques au Liban, parce qu'elle juge inacceptables les tentatives de l'entraîner dans les conflits politiques, de se servir d'elle pour redorer le blason de tel ou tel responsable ou de rejeter sur elle la responsabilité des erreurs que ces derniers peuvent commettre. Des sources du Courant patriotique libre (CPL) soulignent qu'« il est du devoir de l'armée de rester à l'écart de la politique, mais il est également du devoir des politiques de la défendre et de la

protéger. »

Al Akhbar (Quotidien libanais proche de la majorité, 19 juillet 2012)

Ibrahim Al-Amine

L'attaque contre le siège de la sécurité nationale à Damas pendant une réunion de la cellule de crise sécuritaire était prévisible dans cette guerre qui se livre en Syrie. La seule question possible est aujourd'hui la suivante : quelle sera la prochaine étape ?

Cette agression s'est produite après l'échec des paris sur une scission significative au sein de l'armée ou sur une défection importante dans le corps diplomatique et administratif. Mais seize mois après le début de la révolte, rien de tel ne s'est produit. C'est pourquoi l'opposition a eu recours à cette méthode. Elle n'a en réalité pas besoin de soldats, car elle a plein de jeunes disposés à s'enrôler dans ses rangs. Il lui faut des cadres et de hauts responsables. Ou alors éliminer ceux du régime.

L'explosion montre en tout cas que l'autre camp, l'opposition et ceux qui l'appuient dans le monde et dans les pays arabes, ne veulent pas d'une solution politique. Pour ce camp, il s'agit désormais d'une guerre existentielle et vitale contre le régime syrien. Toutes les tentatives de règlement et les initiatives vers une transition ou un compromis politique, ce camp et ses alliés n'en veulent pas. Ils veulent la tête du régime. Point final. A cette guerre sans merci qui lui est livrée, le régime ne peut avoir qu'une seule réponse, celle qui va coûter à la Syrie beaucoup de sang et des larmes.

Il reste encore un point à préciser sur la personnalité controversée d'Assef Chaoukat, le beau-frère du président syrien. On a tenté de le diaboliser comme le font généralement les médias et les rapports occidentaux, mais il était un partenaire à part entière de la Résistance et un compagnon d'armes de Imad Moghnié.

Al Akhbar (17 juillet 2012)

Nasser Charara

Il y a deux mois, des informations parvenues à Beyrouth faisaient état de l'arrivée de dirigeants de l'organisation Al-Qaïda au Liban en vue de mener des attentats contre des personnalités politiques, des dignitaires religieux et des lieux de culte. Ces informations ont

été qualifiées alors de partiellement crédibles. Toutefois, leur crédibilité se confirme de jour en jour. Selon des sources fiables, Al-Qaïda serait en train de mettre en place un plan visant à assassiner le président de la Chambre, Nabih Berry, et le Commandant en Chef de l'armée, le général Jean Kahwaji.

Selon certaines informations, l'organisation internationale el-Qaïda aurait consacré une récompense d'une somme de 150 000 de dollars US à la personne qui exécutera l'attentat contre Kahwaji et une somme égale à celui qui assassinera Berry. Selon les mêmes informations, le scénario envisagé consiste à cibler les convois des deux personnalités susmentionnées par des missiles. Les sources qui suivent de près ce dossier soulignent que l'ordre d'assassiner Berry et Kahwaji a été émis par l'homme le plus fort de l'organisation, cheikh Ayman al-Zawahiri. Selon d'autres informations, Al-Qaïda serait en cours de mettre en place, sous la supervision de Zawahiri, un nouvel agenda pour le Liban. En effet, un dirigeant d'el-Qaïda de nationalité libanaise, installé au Pakistan, participerait à la mise en place de l'organigramme de l'organisation au Liban. L'importance de ces informations réside dans le fait qu'elles corroborent le contenu du message adressé par Zawahiri aux chefs de son organisation au Liban, selon lequel Al-Qaïda a décidé de mener à partir du sol libanais ses activités au Moyen-Orient et de soutenir financièrement et par armement les cellules d'Al-Qaïda en Syrie. Selon le même message, le Liban est également une terre de jihad où doivent être entreprises des opérations d'assassinats. L'objectif de ces attentats est de semer le chaos dans le pays, ce qui permettrait à l'organisation de renforcer sa présence au Liban, ainsi que dans les pays de la région en particulier en Syrie.

Al Akhbar (17 juillet 2012)

Jean Aziz

Un ancien diplomate français tenait en aparté une conversation « prohibée », en marge d'un évènement international. Il disait que la France était devenue méconnaissable. Il y a une décennie à peine, le qualificatif « affairiste » était perçu comme une offense directe à un politicien, voire comme une accusation publique dans le jargon de la presse. De nos jours, ce qualificatif est devenu tout

à fait naturel et son absence susciterait l'étonnement.

À Paris, les avis sont unanimes que François Mitterrand fut le dernier président de l'État français. Avec l'arrivée de son successeur Jacques Chirac et de son ami Rafic Hariri, les scandales ont fait florès. Le « petit Nicolas » quant à lui, comme l'appelle ceux qui le connaissent de près, a hérité tous les défauts de son prédécesseur, auxquels se sont ajoutés la culture américaine de renseignement dont il était pétri, ses aventures scandaleuses ainsi que la médiocrité de sa personne et de sa culture. Certains ont même considéré que son arrivée au pouvoir a contribué à l'ancrage d'une nouvelle tradition républicaine en France. Un constat qui s'est confirmé même après le coup d'Etat électoral qui a porté François Hollande à la présidence. Les uns disent que les fondements solides d'un establishment parisien ont été jetés, d'autant que le changement superficiel des partis au pouvoir ne sera pas en mesure de les ébranler.

Le diplomate enchaîne : la France n'est gouvernée aujourd'hui ni par l'Élysée, ni par Matignon ni par le Quai d'Orsay. La France d'aujourd'hui est gouvernée par la troïka des sionistes, des franc-maçons et des homosexuels, parfaitement enchevêtrés. Ce trio domine l'administration politique, financière et médiatique en France. Le diplomate désolé se rappelle qu'au temps de Mitterrand, l'attention durant la formation du gouvernement se concentrait sur la part dévolue d'un côté aux politiciens et de l'autre aux « fonctionnaires administratifs ». On entend par « fonctionnaires administratifs » les énarques qui constituent une élite scientifique et culturelle distinguée.

De nos jours, cette part est réservée exclusivement à l'une des trois composantes de la troïka. Peut-il donner des exemples à l'appui ? Un simple tour d'horizon sur le gouvernement d'Ayrault permet de constater ce qui suit : le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, qui a acquis la nationalité française en 1982, est affilié au Grand Orient, le ministre de l'Economie, Pierre Moscovici, est un juif faisant partie des cartels financiers, le ministre du Travail, Michel Sapin, est un franc-maçon déclaré et un activiste en faveur d'Israël, le ministre de l'Education nationale, Vincent Peillon, est un banquier juif, sioniste et franc-maçon.

Il convient de relever les deux dénominateurs communs aux

membres de la troïka : ils sont, dans leur majorité, membres du groupe Bilderberg ; ils sont les élèves du mentor Alain Bauer, un criminologue français, expert auprès les autorités sécuritaires occidentales et Grand Maître du Grand Orient de France. Certains vont jusqu'à dire que cet avocat de 50 ans est depuis des années le vrai gouverneur de la France.

Un éminent journaliste français qui était présent à la conversation a susurré que dans plusieurs domaines des médias, il est devenu quasi impossible pour les hétérosexuels de tenir le coup. Ils sont en proie à une sorte d'oppression. Nous sommes arrivés à un point où nous devons nous mobiliser pour défendre les droits des hétérosexuels, aurait-il lancé !

An Nahar (Quotidien libanais proche du 14-Mars, 19 juillet 2012)

Rosanna Bou Mouncef

L'attentat qui a coûté la vie à quatre hauts responsables syriens à Damas marquera un tournant dans la crise syrienne. Des sources diplomatiques y voient un message sans détour, adressé aux soutiens du régime de Bachar al-Assad, en tête desquels la Russie et la Chine, selon lequel ce régime a commencé à perdre le contrôle de la capitale, et est devenu incapable de protéger ses principaux piliers. La Russie pourrait être amenée à reconsidérer sa position vis-à-vis de la crise en Syrie pour ne pas être le grand perdant, ajoutent ces sources. Moscou pourrait donc proposer une sortie de crise, surtout si elle parvient à la conclusion qu'Assad est désormais en train de défendre le dernier fief de son régime, la capitale Damas, après avoir perdu le contrôle du reste du pays. Les prochains jours seront décisifs, selon ces sources, pour qui la chute du régime est désormais inéluctable.

An Nahar (18 juillet 2012)

Ibrahim Bayram

L'anarchie qui s'est répandue comme une traînée de poudre dans la rue ces derniers jours est la conséquence inévitable des divergences entre les composantes de la majorité au pouvoir. L'« Intifada aouniste » est en partie dirigée contre le gouvernement et son président Najib Mikati. Ce soulèvement puise au plus haut degré dans le vivier de la rue chrétienne, qui cherche depuis quelque temps à s'affirmer et à tout remettre en question. Le

général Michel Aoun cherche par là à mettre dans l'embarras ses adversaires, notamment les chrétiens du 14-Mars, pour qu'ils se démarquent de leurs alliés, en tête desquels le Courant du Futur. En tout état de cause, le CPL est la partie qui essaie le plus de mettre à profit l'état de délabrement gouvernemental : il voudrait ainsi faire savoir à qui de droit qu'il maîtrise à fond les règles du jeu intérieur.

L'Orient-Le Jour (Quotidien francophone libanais proche du 14-Mars)

Khalil Fleihane (17 juillet 2012)

Les présidents François Hollande et Michel Sleiman ont convenu, durant la visite du chef de l'État libanais à Paris, de poursuivre leurs contacts au plan diplomatique et sécuritaire en vue des développements de la crise syrienne, l'objectif étant d'empêcher tout débordement de la situation en Syrie sur le Liban. Le locataire de l'Élysée a exprimé son réconfort en écoutant son homologue libanais lui faire état des mesures préventives du gouvernement pour parer à ce genre d'éventualités.

Selon un diplomate français, le dîner de travail des deux hommes comportait trois dimensions : M. Hollande a d'abord exprimé à nouveau le soutien politique de son pays à tout ce qui pourrait immuniser le Liban des répercussions de la crise syrienne. Cependant, a-t-il ajouté, en raison de la position ferme de son pays vis-à-vis du régime, Paris ne peut offrir aucun soutien concret. Ensuite, Michel Sleiman est le premier président arabe à être reçu par François Hollande, ce qui est en soi révélateur de l'importance que la France accorde au Liban, surtout en ces moments difficiles où la crise syrienne bat son plein. Réciproquement, la présence du chef de l'État libanais à Paris, malgré les positions diplomatiques de la France contre la répression du régime syrien, est du jamais-vu depuis un quart de siècle. Enfin, sur le plan diplomatique, l'on n'est pas sans mettre en relief l'urgence dans laquelle s'est mise en place cette rencontre, à l'heure où les violations syriennes de la souveraineté libanaise se multiplient, faisant tués et blessés.

Pierre Khalaf